

Solidaires malgré tout

Autor(en): **Godet, Marcel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Der Schweizer Sammler : Organ der Schweizerischen Bibliophilen-Gesellschaft und der Vereinigung Schweizerischer Bibliothekare = Le Collectionneur suisse : organe de la Société Suisse des Bibliophiles et de l'Association des Bibliothécaires Suisses**

Band (Jahr): **14 (1940)**

Heft 1: **Vereinigung schweizerischer Bibliothekare = Association des bibliothécaires suisses : Nachrichten = Nouvelles**

PDF erstellt am: **03.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-387412>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Vereinigung schweizerischer Bibliothekare

Association des bibliothécaires suisses

Nachrichten — *Nouvelles*

XVI. Jahrgang — No. 1.

15. März 1940

REDAKTION: Dr. M. GODET, Schweiz. Landesbibliothek, BERN

SOLIDAIRES MALGRÉ TOUT

Situation des bibliothèques et des bibliothécaires à la veille de la guerre

Extrait du discours prononcé par Marcel GODET

*à l'ouverture de la XII^e session du Comité international des Bibliothèques
à La Haye, le 10 juillet 1939 **

En dépit des circonstances générales apparemment peu favorables à la vie intellectuelle et de préoccupations qui semblent devoir reléguer bien à l'arrière-plan livres et bibliothèques, les renseignements que nous apportent les rapports annuels, les statistiques et la presse professionnelle indiquent que, de façon générale, le besoin de lecture et l'importance des bibliothèques ne faiblissent nullement. Au contraire. A voir le grand travail d'organisation, ou d'extension, ou d'adaptation qui se poursuit en ce domaine dans de nombreux pays, et les programmes qui s'élaborent, et les constructions décidées ou déjà entreprises, on a plutôt le sentiment d'une recrudescence d'activité. De telle sorte que, quand on considère l'immensité des efforts et des sommes qui se dépensent dans le même temps, pour la défense nationale et les armements, on s'étonne que notre époque trouve moyen de mener les deux choses de front et on ne peut s'empêcher d'exprimer une certaine admiration pour sa rude vitalité. En effet, que ce soit par les soins ou sous l'impulsion de l'Etat et selon un plan déterminé (comme l'Alle-

* On trouvera le texte intégral du discours dans les *Actes* du Comité, La Haye, 1940.

magne en donne l'exemple) ou plutôt par initiative locale, collective ou privée (comme en France ou en Angleterre), c'est par centaines que se créent continuellement de nouveaux services ou de nouvelles bibliothèques, grandes ou petites, scientifiques ou populaires, urbaines ou rurales, fixes ou circulantes, pour les adultes ou pour les enfants, pour les soldats, les marins, les malades dans les hôpitaux, les détenus dans leurs prisons, les oisifs dans les jardins publics, et même — c'est la dernière initiative américaine — pour les voyageurs dans les trains. M. Berwick Sayers, qui a présidé en 1938 l'Association des bibliothécaires anglais, n'a-t-il pas raconté qu'il n'a pas eu à écrire moins de 40 lettres de félicitations à l'occasion d'autant d'inaugurations de nouvelles bibliothèques, ou d'agrandissements importants de locaux anciens, au cours de l'année écoulée, dans la seule Angleterre ? — La technique, l'outillage se perfectionnent sans relâche. Des nouveautés comme le microfilm et son complément, la machine à lire, s'introduisent de plus en plus. Et à ce développement extérieur et matériel correspond un travail moins visible, mais immense aussi dans le domaine des acquisitions, des catalogues, des répertoires collectifs, des travaux d'érudition... J'avais noté, comme chaque année, beaucoup de choses dont j'avais l'intention de vous parler, mais l'avouerai-je, j'ai laissé tomber tout cela, parce qu'en présence des grands soucis de l'heure, rien de tout cela ne m'a paru caractériser spécialement l'année écoulée et ne peut constituer le sujet principal sur lequel je voudrais retenir votre attention.

Le trait distinctif de l'année écoulée ne serait-ce pas l'*inquiétude* que beaucoup d'entre nous ont éprouvée pour le sort réservé aux trésors confiés à notre garde ? Ne serait-ce pas les *mesures de précaution, de protection, d'évacuation* qu'ont dû, bon gré mal gré, prendre ou envisager en tant de lieux les bibliothécaires, non point contre la violence aveugle des forces naturelles ou contre l'inconsciente malveillance des insectes, mais contre les déchaînements — bombardements, incendies et pillages — qu'on peut redouter de l'homme même, de celui qu'il paraît plus dérisoire que jamais d'appeler l'*homo sapiens* ?

Voilà à quelles préoccupations sont condamnés les bibliothécaires du 20^e siècle, 500 ans après l'invention de Gutenberg. A telle enseigne que, lorsque les bibliothécaires suisses mirent à l'ordre du jour de leur assemblée annuelle, comme sujet principal, une étude sur les mesures dites de «défense aérienne passive» dans les bibliothèques et les archives, la chose parut à tous de la plus naturelle actualité.

Mes chers collègues,

Le sujet où nous en venons est assurément délicat et pénible, mais il est, entre amis — et nous sommes amis — une chose plus pénible que de s'entretenir d'un sujet pénible, c'est de l'éviter, quand il est l'objet des pensées de chacun; c'est d'essayer d'étouffer sous un futile bavardage ou sous un silence mensonger la préoccupation commune et profonde de tous.

Parlons donc franchement, ouvertement de la situation, comme il sied entre bons confrères qui s'estiment. Inutile de dire que nous ne le ferons que du point de vue strictement professionnel. Je prie qu'on pardonne l'injustice que pourraient comporter certaines généralisations ou simplifications inévitables dans un si bref exposé. Et si, par infortune, je m'exprimais mal et froissais le sentiment d'un quelconque d'entre vous, je m'en excuse d'avance, vous assurant que rien ne serait plus contraire à mon intention.

La *division du monde*, à cette heure, est profonde. Division des intérêts. Division, opposition, non moins forte, non moins passionnée des idées; non seulement en matière politique, mais dans les sphères suprêmes de la philosophie, dans la conception générale de la vie. Il n'y a pas jusqu'aux notions du bien et du mal, du juste et de l'injuste qui ne diffèrent et ne s'opposent, suivant que, dans l'échelle des valeurs, on donne la primauté à l'Etat ou à l'Individu, à la Nation ou à l'Humanité.

Si l'Etat est le principe suprême auquel tout se subordonne sans réserve, la vie intellectuelle, avec ses établissements d'instruction et de recherche et tous ses organes — livres, journaux, radio, etc. — n'est qu'un de ses moyens d'action. Individuelle ou

collective, cette vie intellectuelle doit alors forcément être captée, disciplinée, contrôlée, dirigée enfin, comme de l'eau qu'on amène sur un moulin, dirigée aussi bien que la vie économique, et utilisée tout entière, comme les autres forces nationales, en vue des objectifs fixés par le Chef. Cette subordination des activités intellectuelles aux buts politiques — qui paraît aux uns un fâcheux asservissement, mais aux autres le plus noble des devoirs patriotiques — n'est pas fait pour faciliter la collaboration internationale entre savants, puisqu'elle introduit dans un monde de recherches désintéressées qui ne connaissait naguère d'autres frontières que celles de la vérité, un élément étranger qui se trouve être, surtout dans des heures de tension politique comme celles-ci, un élément de désunion.

Le *monde des bibliothèques* ne pouvait échapper aux effets de cette situation, et la Fédération elle-même, vous ne l'ignorez pas, en ressent quelque malaise. La difficulté ne vient pas seulement de ce que nous sommes de nationalité différente, et que, dans le conflit qui menace, certains d'entre nous pourraient se trouver dans des camps opposés; elle vient aussi de ce que les conceptions diffèrent de part et d'autre sur des points fondamentaux dans le domaine professionnel. Et ce différend idéologique va fort loin.

L'une des conceptions, celle même qui a donné naissance à la bibliothèque publique moderne, voit dans la bibliothèque un lieu de libre recherche, un foyer de culture individuelle, une possibilité pour chacun de se former, par examen personnel et impartiale comparaison, un jugement indépendant; bref, un facteur de liberté*.

L'autre conception — qui n'est peut-être pas toujours celle des bibliothécaires, mais en tout cas celle des autorités dont ils dépendent — rejetant le pur intellectualisme et son ambition d'objectivité, tend à faire au contraire de la bibliothèque publique un

* Dans une lettre très typique de cette conception, un bibliothécaire américain bien connu écrivait récemment : « L'idéal de la liberté d'opinion et de la liberté de recherche forme une partie essentielle de la philosophie de la bibliothèque moderne. »

instrument de formation collective et civique, la distributrice d'une nourriture intellectuelle contrôlée, l'agent de diffusion d'une certaine doctrine, de certains principes estimés essentiels pour l'unité et la force de la nation, en un mot un organe de propagande au service de l'Etat. Car il n'existe là plus de cloison entre culture et propagande.

Ces divergences de principe ne laissent pas de se traduire de toutes façons dans la pratique, dans les tâches assignées aux bibliothèques, dans les méthodes.

D'un côté préside aux acquisitions un esprit libéral, éclectique, tolérant, qui se règle sur les désirs des lecteurs, s'efforce de faire impartialement place à toutes les opinions. C'est la bibliothèque livrée à la diversité, les critiques disent à l'anarchie des tendances; en tout cas aux risques inséparables de toute liberté.

De l'autre côté, la composition des collections est réglée, épurée, suivant les principes bien déterminés prescrits par l'autorité. On écarte ou on élimine (ce qui ne signifie pas qu'on détruit) tout ce que le régime considère comme malsain, c'est-à-dire contraire à ses idées et à ses buts.

D'un côté tous les lecteurs sont admis à user de la bibliothèque, sans distinction de race. De l'autre, certains d'entre eux se voient exclus à cause de leur sang.

D'un côté, liberté complète est laissée à l'usager dans le choix des livres qu'il consulte ou emprunte, liberté qui se manifeste fréquemment par le libre accès aux rayons. De l'autre, une tutelle plus ou moins sensible est exercée sur le lecteur par le service du prêt, qui pousse certaines catégories d'ouvrages et qui en soustrait d'autres à la circulation.

D'un côté, ce sont des bibliographies où tout est présenté sur le même plan, ou bien des listes choisies qui ne tiennent compte que de la valeur intrinsèque des ouvrages, sans égard à la race ou à la couleur politique de leurs auteurs. De l'autre, l'on voit des listes officielles où les livres sont classés en «recommandés» et «non recommandés», ce qui équivaut pratiquement à une mise à l'Index; ou bien des bibliographies censurées, qui passent sous

silence d'importants ouvrages pour des raisons étrangères aux sciences et aux lettres.

Le désaccord se constate enfin dans un domaine essentiel, celui du recrutement des bibliothécaires, où l'on ne demande, d'une part, que la qualification professionnelle sans s'occuper des opinions personnelles, tandis que, de l'autre côté, ces opinions constituent un élément capital. En effet — et je ne fais que répéter ce qu'ont dit des voix autorisées — la bibliothèque publique telle que la conçoit l'Etat totalitaire n'a que faire d'érudits «étrangers au monde» et «dépourvus de sentiment politique»: elle ne peut employer que des bibliothécaires dévoués aux buts du régime; elle ne peut nommer que des candidats ayant du parti un bon certificat.

On pourrait montrer sur bien d'autres points encore l'opposition des deux idéologies. Je conviens que, dans la description que je viens de faire, j'ai trop schématisé. La réalité, nous le savons tous, est infiniment plus diverse, complexe et nuancée*, et comporte toutes sortes d'exceptions. Les bibliothécaires des Etats dits totalitaires sont loin de partager tous certaines conceptions extrêmes; et, d'autre part, on trouve dans les Etats dits libéraux ou démocratiques des bibliothécaires qui sont bien revenus d'un libéralisme illimité et du total «laisser faire, laisser passer» dans le domaine des lectures. Il suffira de rappeler le discours prononcé, il y a quelques mois, par un bibliothécaire anglais, soutenant la proposition que «la Public Library est une menace pour l'Etat» (voir le *Library Association Record*, de février 1939). Mais il n'en reste pas moins que, dans l'ensemble, le temps est bien passé où la même conception optimiste, libérale et généreusement universaliste animait tous les bibliothécaires; car la division politique actuelle se prolonge fort loin dans le domaine professionnel lui-même. En sorte que l'on peut se demander: que reste-t-il de commun entre bibliothécaires qui les unisse encore par-dessus certaines frontières?

* Ce que j'ai dit ne s'applique, en particulier, pas également aux bibliothèques scientifiques et aux bibliothèques dites populaires.

La question m'a été posée par un de nos collègues. Elle m'a frappé par son pessimisme et je pense qu'il vaut la peine d'essayer d'y répondre. *Que reste-t-il de commun ?*

D'abord, naturellement, nous avons en commun l'objet même autour duquel gravite toute notre activité, cette sorte de condensation et matérialisation de la pensée qu'on appelle le Livre, le Livre sous toutes ses formes, le Livre dont la passion nous rapproche les uns des autres en nous créant des intérêts et des habitudes semblables.

Le nombre d'ouvrages étrangers ou de traductions que nous sommes bien obligés de consulter, d'acquérir ou d'emprunter nous apprend chaque jour que l'autarcie, déjà impossible à réaliser complètement dans le domaine économique, serait encore plus irréalisable dans le domaine intellectuel et que ceux qui la pratiqueraient seraient les premiers à en subir le dommage.

Notons d'ailleurs avec grande satisfaction que l'organisation et le développement du «prêt international des livres» que préconise notre Fédération a rencontré de l'appui en tous pays et que le Gouvernement allemand, notamment, en déclarant obligatoire pour ses bibliothèques le règlement du prêt, a prouvé de façon indiscutable sa volonté de coopération.

En second lieu — malgré certaines différences de méthodes auxquelles nous avons fait allusion — nous avons et gardons en commun une technique. Comme tout métier, en effet, le nôtre a son outillage, ses procédés, ses règles et sait distinguer la bien-facture de la malfaçon. Que le bibliothécaire soit fasciste, démocrate, bolchéviste ou ce qu'il voudra, nous tombons tous d'accord que son catalogue est bien ou mal rédigé, son fichier bien ou mal tenu, son classement pratique ou impratique, ses recherches bien ou mal conduites, avec ou sans érudition, et que ses services sont mal conçus ou rationnellement organisés. Nous reconnaissons tous le bon ouvrage, de quelque bord politique qu'il vienne, et ne pouvons refuser notre estime, notre admiration professionnelle, quand l'œuvre les mérite. Il y a plus. Nous servant constamment des travaux les uns des autres, tributaires les uns des autres de mille

façons, nous ne pouvons nous empêcher d'éprouver de la reconnaissance envers des collègues dont peut-être les opinions nous séparent. S'agit-il de bâtir, ou d'améliorer nos services, ou d'en créer de nouveaux, nous savons qu'il est essentiel de nous rendre à l'étranger, de nous enquérir des expériences qui y ont été faites et d'y consulter les collègues dont l'opinion fait autorité. Beaucoup de problèmes ne peuvent se résoudre, beaucoup de progrès ne peuvent se faire que par contact, échange ou accord international. Les questions que traitent les sous-commissions de notre Fédération dépassent toutes les frontières. Et de toutes ces rencontres qui se font, à titre officiel, dans les voyages d'étude, les conférences, les congrès, naissent et se développent entre bibliothécaires beaucoup de relations personnelles, de sympathies humaines, des amitiés même, qui sont pour beaucoup d'entre nous une des joies et des richesses de notre vie.

Malgré tout ce qui peut séparer les régimes politiques sous lesquels nous vivons et leurs idéologies, nous sentons vivement dans ces rencontres notre confraternité. Conformité des natures, communauté des goûts, identité de beaucoup d'intérêts. Oui, mais à considérer les choses de plus haut, il y a davantage. Nous sentons entre nous l'existence d'un lien plus élevé, plus impersonnel et plus fort : serviteurs, malgré tout, d'un même culte, animés d'une même piété pour les trésors de l'esprit, nous sommes tous, en fait, de par nos fonctions de bibliothécaire, les gardiens responsables d'un même sanctuaire, élevé au-dessus des événements du jour et des situations historiques momentanées. Nous sommes du fait de nos fonctions soumis aux mêmes nobles devoirs, et appelés au besoin aux mêmes dévouements.

Voyez, s'il faut un exemple, le cas éclatant des bibliothécaires qui furent les plus cruellement divisés, puisqu'ils l'étaient par une guerre, l'atroce guerre civile enfin terminée : nos collègues espagnols. Lisez les rapports authentiques de ceux d'entre eux que nous connaissons personnellement ou les rapports de personnes impartiales et bien documentées. Aussi sûr qu'il y a eu des destructions et disparitions déplorables, tout aussi sûr est-il que les biblio-

thécaires n'en sont point responsables, mais qu'au contraire, ils se sont, dans les deux camps, consacrés avec le même dévouement, et parfois jusqu'à l'héroïsme, aux mêmes tâches : protéger les bibliothèques qui existaient déjà contre les risques de guerre, créer des bibliothèques nouvelles pour répondre aux besoins nouveaux du peuple, des hôpitaux et de l'armée. Et c'est par centaines qu'ils en formèrent, de part et d'autre, dans ces circonstances difficiles, sauvant ce qu'ils pouvaient des trésors confiés à leur garde et portant le livre aux soldats, aux blessés, aux malades, comme de véritables samaritains de l'esprit. Comment ne pas se sentir le cœur ému et l'esprit élevé devant tant de conscience, de persévérance et de foi dans l'accomplissement du devoir professionnel ?

On donnait jadis de préférence au chef d'une bibliothèque le titre de « conservateur », qui tend à tomber en désuétude et à faire place à celui plus dynamique de « directeur ». On le comprend, car on conserve plutôt ce qui est immobile, mais on dirige ce qui bouge, et la bibliothèque moderne est en plein mouvement. Mais je me sens tenté, à cette heure, de réhabiliter ce titre de conservateur et de le revendiquer pour tous les bibliothécaires comme un titre d'honneur. Car il prend dans notre civilisation menacée une signification, une force et une beauté nouvelles. Non pas conservateurs dans le sens d'immobilistes, opposés au progrès ; ni seulement conservateurs de certains trésors matériels ; mais conservateurs de ces valeurs intellectuelles et morales que les élites se transmettent de siècle en siècle et dont le livre n'est que le véhicule, de ces valeurs humaines et civilisatrices qu'il faut toujours à nouveau sauver, à chaque époque de crise, à chaque nouvelle guerre, à chaque révolution, pour les incorporer au présent qui se fait, à l'avenir qui se prépare, et qu'il nous faut à notre tour aider à sauver, à cette heure, de peur que notre époque ne voie, non pas un « nouveau moyen-âge », mais une Renaissance d'une nouvelle sorte, la Renaissance de la brute. Car la civilisation n'est rien que brillante barbarie, si elle n'aboutit pas en définitive à élever les relations humaines sur un plan supérieur, en affinant et ennoblissant les sentiments réciproques. Beaucoup plus qu'une victoire sur

les forces naturelles, la civilisation est une victoire de l'homme sur lui-même. C'est pourquoi il faut toujours à nouveau travailler à humaniser l'homme. Tâchons, bibliothécaires, dépositaires des trésors de la culture, d'y contribuer pour notre petite part; et d'abord en commençant par nous-mêmes, je veux dire en conservant, en cultivant en nous, et entre nous, et dans notre Fédération, et au sein de ce Comité même, un esprit digne de notre mission.

Mes chers collègues,

Notre présence ici, à cette réunion, n'est-elle pas déjà en elle-même, dans les circonstances actuelles, un gage précieux de notre commune volonté de maintenir, en dépit de circonstances difficiles, notre bonne collaboration internationale ? — Nous en sommes convaincus et c'est dans cette assurance que je déclare ouverte notre douzième session.

Prix T. P. Sevensma

Extrait des Actes de la 12^e session du Comité international des bibliothèques à La Haye, juillet 1939

Le Président, M. Godet :

Permettez-moi de relever un fait que n'a pas mentionné [dans son rapport] notre Secrétaire général [M. T. P. Sevensma] et qui ne nous est tout de même pas indifférent. C'est que Monsieur Sevensma célèbre cette année, dans peu de jours, le 60^e anniversaire de sa naissance. J'accorde que cette question de chiffre a, en elle-même, peu d'importance pour un homme encore aussi alerte, aussi plein d'allant qu'un jeune; mais cette date est, pour ses collègues et amis, une occasion bienvenue de lui exprimer leurs sentiments. Nous ne mettrons pas la modestie de notre collègue à trop longue épreuve en essayant de dire tout ce qu'il a accompli dans ses fonctions successives — d'abord à Rotterdam comme bibliothécaire de l'Université commerciale, puis à Amsterdam comme directeur de la Bibliothèque publique et de la Bibliothèque de l'Université, enfin — à Genève — dans le poste plein de responsabilité de biblio-